



CONFÉRENCE GÉNÉRALE

Dixième session

Vienne, 1^{er}-5 décembre 2003

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

LE RÔLE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT ÉNONCÉS DANS LA DÉCLARATION DU MILLÉNAIRE

Forum sur le développement industriel

Document thématique présenté par le Secrétariat

Abréviations

PIB	produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés
PME	petites et moyennes entreprises
sida	syndrome d'immunodéficience acquise
VIH	virus de l'immunodéficience humaine

Introduction

1. Le thème clef que le Forum sera appelé à traiter est celui des relations entre les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire et le lancement d'un processus de développement industriel durable dans les pays les moins avancés (PMA). Plus particulièrement, les questions suivantes seront posées:

a) Pour quelles raisons les PMA se laissent-ils de plus en plus distancer par les autres pays en développement et pourquoi ont-ils autant de difficultés, sauf dans quelques cas, à tirer parti des politiques appliquées avec succès dans d'autres pays?

b) Comment les objectifs du Millénaire en matière de développement peuvent-ils aider les PMA à se préparer aux changements structurels et à l'industrialisation?

c) Comment les changements structurels et l'industrialisation devraient-ils être pris en compte dans les objectifs du Millénaire en matière de développement

et dans les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté?

La situation précaire des PMA

2. D'après tous les indicateurs applicables, les résultats économiques et sociaux obtenus par les PMA au cours des trois dernières décennies ont été décevants, à de rares exceptions près. La diminution de leur part dans le commerce mondial et la détérioration de leur productivité se sont accompagnées d'une aggravation de l'incidence de la pauvreté absolue.

3. À la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, il a été constaté qu'au cours des dernières trois décennies et demie, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar des États-Unis par jour était passé de 125,4 millions à 278,8 millions dans les 39 PMA pour lesquels on possède des données. La situation était particulièrement grave dans les PMA d'Afrique, où la proportion de personnes vivant dans la pauvreté absolue était montée de 55,8 % à 64,9 %, alors qu'elle avait diminué dans 22 autres pays en développement. De même, l'évolution des indicateurs de développement humain était alarmante. Dans la trentaine de PMA pour lesquels on dispose de données, plus du quart des enfants sont sous-alimentés et un enfant sur dix risque de mourir avant son cinquième anniversaire. En moyenne, près de 50 % de la population féminine est analphabète et, dans 19 PMA, le taux de mortalité maternelle est proche de 1 pour 100 naissances vivantes.

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.

4. La marginalisation économique des PMA est illustrée de façon éloquent par la faiblesse de la croissance et la diminution de leur part des exportations. Bien qu'il existe quelques exceptions, la croissance moyenne du PIB réel par habitant a été de 0,9 % au cours des années 1990 dans l'ensemble des PMA, sauf au Bangladesh où elle n'a été que de 0,4 %. Les autres pays en développement ont connu une croissance moyenne de 3,6 % par habitant au cours de la même période. En outre, on estime que la part des PMA dans les exportations mondiales de produits de base est tombée de 4,7 % au début des années 1970 à 1 % à la fin des années 1990. Parallèlement à la perte de parts de marché et à la dégradation des termes d'échange pendant une bonne partie des années 1990, les PMA ont enregistré des gains de productivité faibles ou nuls et, se retrouvent donc à une distance croissante de la frontière technologique internationale. Dans ces conditions, les PMA ne sont pas non plus parvenus à attirer les investissements productifs si nécessaires, n'accueillant que 0,5 % des investissements étrangers directs réalisés dans le monde, à un moment où l'aide publique au développement diminuait termes réels par habitant.

La réaction

5. Les objectifs du Millénaire en matière de développement sont un ensemble d'objectifs quantifiés et assortis de délais qui vont de la réduction de moitié de la pauvreté extrême à la volonté d'assurer l'éducation primaire pour tous en passant par l'arrêt de la propagation du VIH/sida, la promotion de l'égalité des sexes et la garantie de la viabilité écologique d'ici 2015.

6. Ces objectifs constituent une réaction collective de la communauté internationale, qui vise en particulier la grande misère et la crise humanitaire des PMA, dont la plupart se trouvent en Afrique subsaharienne. Découlant de la Déclaration du Millénaire de septembre 2000, qui avait été signée par les dirigeants de 189 États Membres de l'Organisation des Nations Unies et confirmée en 2002 à la Conférence internationale sur le financement du développement de Monterrey et au Sommet mondial pour le développement durable Johannesburg, les objectifs du Millénaire en matière de développement portent sur des problèmes mondiaux quant à leur envergure et leur importance et nationaux pour ce qui est de leur résolution.

7. L'ensemble du système multilatéral, dont le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et les institutions multilatérales, participent à cette entreprise unique en son genre. Il s'agit non seulement d'un acte humanitaire, mais aussi d'un moyen de déclencher des processus endogènes de croissance qui permettront aux PMA de voler de leurs propres ailes et de prendre en main la direction de leurs processus de développement.

8. Que doivent-ils faire pour y parvenir?

Premièrement, s'attaquer aux obstacles structurels, l'un des objectifs du Millénaire en matière de développement étant l'élimination des obstacles les plus évidents qui entravent le démarrage d'un processus de développement durable.

Deuxièmement, préparer la voie à des changements structurels adaptés à la situation particulière des PMA.

Troisièmement, mobiliser réellement la société dans les PMA pour mettre à profit les connaissances scientifiques et technologiques au service de la croissance en renforçant la capacité de concurrence du secteur privé et en améliorant la productivité de façon à appuyer le développement humain et l'évolution sociale dans la durée.

9. À l'évidence, la recherche des moyens d'atteindre les objectifs du Millénaire nous oblige à revenir à certains facteurs fondamentaux de développement.

Retour aux facteurs fondamentaux de développement

10. Pour expliquer les résultats catastrophiques des PMA au cours des dernières décennies, il ne suffit pas d'envisager les méthodes conventionnelles de rattrapage. En particulier, il faut examiner le cas des PMA dans une perspective large, en prenant ses distances par rapport aux débats habituels sur le développement concernant d'autres régions. Les PMA continueront de ne tirer que peu ou aucun profit des enseignements dégagés de l'expérience d'autres pays et régions en développement tant que leurs spécificités fondamentales en matière de développement ne seront pas prises en compte.

11. Pour évaluer les résultats économiques des PMA sur le long terme, on fait le plus souvent appel à des indicateurs comme l'accumulation (très faible) de capital physique et humain et les distorsions de prix, dont les causes principales seraient l'inefficacité des politiques et la mauvaise gestion des affaires publiques. Ce type d'explication a retenu une grande attention dans les ouvrages techniques, et notamment de nombreuses études portant sur l'analyse causale de la croissance, la gestion des finances publiques, la régulation monétaire et la gestion du taux de change, les systèmes macroéconomiques d'incitation et les coûts de transaction.

12. Ces explications ont trait aux déterminants immédiats de l'augmentation du revenu par habitant, à savoir l'accroissement de l'intensité du capital physique, l'accumulation de capital humain et la croissance de la productivité. Elles nous amènent à nous intéresser aux déterminants des décisions en matière d'investissement comme le climat des investissements

et la stabilité macroéconomique. Une des caractéristiques notables de cette approche est qu'elle tient compte de la dotation en ressources du pays ainsi que de l'efficacité avec laquelle ces ressources sont utilisées, ce qui permet des déductions pratiques concernant les avantages comparatifs statiques ou dynamiques, ou les deux, les seconds retenant d'ordinaire nettement moins d'intérêt que les premiers.

13. En outre, la croissance de la productivité peut également être envisagée non pas comme un poste comptable résiduel, mais du point de vue de ses (ou du moins de certains de ses) déterminants *directs*, comme ceux qui relèvent de comportements d'ordre microéconomique, technologique ou entrepreneurial. Bien que cette approche puisse être associée à des modèles théoriques non traditionnels (tels que celui d'une économie en évolution, qui s'oppose à la théorie conventionnelle), elle peut d'une manière générale s'insérer dans le cadre décrit plus haut dans la mesure où elle prend également en considération les déterminants *immédiats* de la croissance. En particulier, elle est axée sur les avantages comparatifs *créés par l'homme*. Ce type d'explications ouvre une perspective fort différente et riche en renseignements complémentaires sur le rôle des variables endogènes. Les renseignements sur la capacité, ou plutôt l'incapacité des entreprises nationales à faire face à la concurrence sur les marchés nationaux et internationaux sont à cet égard importants. Ils conduisent à se poser des questions sur l'action à mener en faveur de l'esprit d'entreprise, de la formation et la diffusion de technologies.

14. L'un des problèmes qui se posent si l'on s'intéresse exclusivement aux déterminants *immédiats* et *directs* est que les conditions dans lesquelles certaines mesures ne peuvent pas être appliquées à d'autres cas ne sont pas assez examinées du fait que l'on prend trop d'éléments pour acquis et que, par exemple, plusieurs éléments de la situation initiale ne sont pas précisés. Cela est d'autant plus essentiel que, si certaines de ces conditions sont exogènes, d'autres évoluent lentement avec le temps et influenceront les résultats des actions futures.

15. Un autre problème tient à ce que cette optique estompe souvent les incidences *causales*, non seulement parce qu'il est très difficile de mesurer l'influence *relative* des différents déterminants, comme l'accumulation des facteurs par rapport à l'évolution technologique (en fait, cette influence n'est pas réellement indépendante), mais aussi à cause de l'influence d'*autres* déterminants (essentiellement non économiques) que ces méthodes ne permettent pas de saisir. Il serait donc possible que, dans une certaine mesure, la croissance peut être à l'origine de l'accumulation et de la productivité, plutôt que l'inverse.

16. La recherche d'explications plus *fondamentales* conduit à se poser, entre autres, les questions suivantes: si les différences qui existent entre les pays quant à la croissance à long terme du revenu par habitant sont largement dues à la capacité de ces pays à tirer parti des innovations et des avancées techniques pour accroître leur productivité, à quoi tiennent ces différences de capacité? D'une façon plus générale, d'où proviennent les différences entre les pays en développement quant à leur capacité à rattraper leur retard technologique?

17. Les explications qui se rapportent aux institutions, à la topographie et aux caractéristiques de l'intégration dans le marché mondial figurent au nombre des diverses hypothèses développées à ce niveau plus profond. Elles ont fait l'objet d'un débat animé dans les publications spécialisées, mais, jusqu'ici, on a fait trop peu d'efforts pour en tirer les conclusions nécessaires du point de vue des PMA.

18. Une autre raison de se pencher sur les éléments fondamentaux est qu'ils concernent non seulement des problèmes conceptuels, mais également la nature des éléments quantitatifs nécessaires pour expliquer pourquoi les PMA réussissent ou non à rattraper leur retard. Cela vaut en particulier pour les conditions initiales. Aucune analyse des problèmes de développement des PMA, qui ne tient pas compte des conditions initiales et des obstacles structurels, ne saurait déboucher sur une évaluation pertinente de ces problèmes ou à des lignes directrices réalistes.

Supprimer les obstacles structurels en vue d'atteindre une croissance compatible avec les objectifs du Millénaire en matière de développement

19. Comme les PMA ne sont pas en mesure de s'extraire eux-mêmes de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent et dont le système international est en partie responsable, il faut un partage des responsabilités avec les pays donateurs pour que les PMA atteignent le seuil minimum qui leur permette de sortir de l'engrenage de la pauvreté.

20. Ce seuil est notamment déterminé par des critères relatifs à la gestion des affaires publiques, aux soins de santé et à l'éducation de base, à la productivité agricole et aux infrastructures essentielles. Un pays qui ne parvient pas à atteindre ce seuil se retrouve dans une situation d'équilibre de subsistance qui ne peut intrinsèquement pas produire la dynamique nécessaire pour rompre le cercle vicieux de la pauvreté, empêchant ainsi le passage vers la croissance durable. Cela peut également arriver dans des pays qui sont parvenus à atteindre des taux acceptables de croissance, il est vrai, à un plan intranational, ce qui provoque la formation d'importantes poches localisées de pauvreté.

De la croissance compatible avec les objectifs du Millénaire en matière de développement aux changements structurels

21. Atteindre un seuil minimum et, en fait les objectifs du Millénaire en matière de développement, ne devrait pas être envisagé comme un point d'arrivée, mais comme le point de départ d'un développement durable, des points de vue économique, social et écologique.

22. Si l'on s'efforce de réunir les conditions permettant aux PMA d'atteindre les objectifs du Millénaire en matière de développement sans veiller également à prévenir des rechutes potentielles résultant, par exemple, d'une extrême vulnérabilité aux chocs extérieurs de pays largement tributaires des produits de base, on risque de laisser passer une occasion importante. En tout cas, il faut mener de front l'action dans les deux domaines, ce qui ne va pas de soi. Il convient de souligner explicitement qu'on court des risques en ne tirant pas parti du grand effort nécessaire pour atteindre le seuil minimum, qui rend possible le développement ultérieur d'un pays, eu égard au rôle du secteur privé et du développement scientifique et technologique.

23. Le succès des efforts tendant à réunir les conditions préalables du développement repose sur une large palette d'éléments nécessaires à la création de richesses. Il suppose notamment la mise en place des rudiments d'une infrastructure technologique susceptible de répondre aux besoins des entreprises privées, c'est-à-dire d'assurer, sur le plan national, la fourniture des biens publics indispensables pour dynamiser le processus de diffusion des technologies, qui permet à terme de rattraper le retard en matière de productivité.

24. Les institutions chargées de faciliter la diffusion des technologies à l'échelle nationale ont joué un rôle clef dans tous les pays en développement qui ont emprunté avec succès la voie de l'industrialisation. Celles d'entre elles qui s'occupent du système qualité (en ce qui concerne notamment la métrologie, les essais, la normalisation, la traçabilité et la gestion de la qualité) deviennent indispensables même dans les pays qui en sont à l'un des premiers stades du développement de l'industrie manufacturière, simplement à cause des rigoureuses normes techniques et exigences de conformité en matière de santé, de sécurité et d'environnement qui sont imposées par les pays industriels avancés.

25. L'enseignement technique et les services privés ou mixtes d'apprentissage complètent la formation sur le tas afin d'appuyer les actions de qualification nécessaires pour promouvoir l'acquisition des connaissances dans l'industrie.

26. La promotion des PME et d'un entrepreneuriat faisant une place aux femmes suppose une aide

financière sous la forme de prêts assortis de taux d'intérêt bonifié, de garanties de crédit, de garanties par l'assurance ou de subventions destinés à stimuler certaines activités comme les exportations, l'apprentissage technologique, l'innovation ou l'investissement, et à compenser les désavantages des PME sur le plan régional ou dans certains secteurs particuliers. Les PME peuvent également bénéficier d'apports de matière grise, notamment de services de conseil et de documentation, d'actions de formation et de concours visant à faciliter la création de consortiums d'exportation et de systèmes productifs locaux. Un autre type d'assistance consiste à établir des réseaux de fournisseurs et de sous-traitants avec de grandes entreprises, ainsi qu'avec des PME.

27. Les compétences et capacités en matière de conception, de technologie des projets et d'ingénierie de procédés sont des moyens essentiels de transfert et d'assimilation de technologies et, à ce titre, doivent bénéficier d'un traitement prioritaire grâce à des mesures fiscales et financières spéciales d'encouragement.

28. Si l'on néglige notamment les éléments nécessaires pour s'engager sur la voie de la diversification, des changements structurels et de la croissance de la productivité, les objectifs du Millénaire en matière de développement pourraient ne pas déclencher de processus de développement durable même s'ils ont largement contribué à atténuer les signes les plus flagrants de sous-développement.

29. Aucun pays n'est parvenu à bénéficier d'une croissance soutenue sur une longue période tout en réduisant considérablement la pauvreté sans traverser une phase continue de transformations structurelles. Dans la plupart des cas, ce processus se traduit par des gains importants d'efficacité de l'allocation des ressources à travers une redistribution des emplois des activités à faible productivité vers les activités à productivité élevée et du secteur primaire vers l'industriel.

30. Les changements structurels résultent non pas de la croissance d'un secteur donné, mais de l'augmentation de la productivité de l'économie dans son ensemble. La façon exacte de parvenir à cette augmentation dépend largement de la constellation particulière des atouts naturels ou technologiques d'un pays, de son passé historique, du rôle de l'investissement étranger et de la priorité accordée au développement humain.

31. Comme le Président nigérian, M. Olesgun Obasanjo, l'a rappelé récemment à la troisième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) s'efforce, avec l'assistance de l'ONUDI, de mettre au point une stratégie globale pour renforcer les capacités de

production de l'Afrique. Il s'agit là d'un type complémentaire d'initiative à moyen ou long terme conforme aux objectifs du Millénaire en matière de développement, qui ne doit pas être considéré comme réglant une fois pour toutes les problèmes des PMA, mais comme le point de départ d'un processus endogène nécessaire pour aborder ces problèmes d'une manière résolue et efficace. L'énergie politique déployée pour atteindre les objectifs du Millénaire en matière de développement ne portera ses fruits que si elle se traduit par dans des stratégies de développement d'inspiration nationale que les pays concernés appliquent eux-mêmes avec efficacité pour opérer l'accélération spectaculaire du rythme auquel ils doivent aller de l'avant.

32. Les estimations provisoires que l'ONUDI a établies pour le prochain Rapport sur le développement industriel montrent que le taux modal de croissance nécessaire pour atteindre les objectifs du Millénaire en matière de développement est de 5 à 6 % par an pendant la période 2003-2015 et accuse des variations importantes d'un pays à l'autre. Comme un certain nombre de Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté le montrent clairement, ce type de croissance économique exige des transformations importantes dans la structure des économies concernées, et notamment une diversification des exportations et la redistribution de la main-d'œuvre vers les emplois industriels, à titre de complément nécessaire de l'augmentation substantielle, et indispensable, de la productivité agricole, pour empêcher que la main-d'œuvre que la modernisation du secteur agricole rendra disponible ne vienne grossir encore les contingents de plus en plus importants de migrants internes marginalisés.

33. Les dimensions sectorielle et sous-sectorielle sont importantes à cet égard. L'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance variant selon les secteurs, la première réaction pourrait consister à se concentrer sur des secteurs où l'élasticité de la pauvreté est relativement élevée. Cependant, si cette attitude peut paraître raisonnable à court terme, elle ne pourrait plus se justifier à moyen et long terme simplement parce que l'élasticité des secteurs doit être pondérée en fonction du potentiel de croissance propre à chaque secteur ainsi que de son impact indirect sur l'activité économique et la création d'emplois.

34. Cela soulève de nouvelles questions qu'il convient d'examiner. Par exemple, que faut-il faire pour éviter que les importantes migrations internes auxquelles on peut s'attendre en raison de l'augmentation rapide de la productivité agricole n'augmentent encore le nombre déjà considérable de chômeurs dans les zones urbaines et suburbaines? Comment les PMA peuvent-ils acquérir un avantage comparatif dans le domaine des produits manufacturés? Comment peut-on se concentrer sur l'industrialisation à forte intensité de main-d'œuvre sans tomber dans l'erreur de généralisation selon laquelle ce qui peut être une solution pour un petit nombre de pays

peut se transformer en une impasse si cette stratégie est utilisée simultanément par plusieurs pays? Dans quelle mesure les PMA peuvent-ils profiter des avantages résultant de la libéralisation du commerce des textiles et des articles d'habillement? L'intégration dans les réseaux internationaux de production offre-t-elle une solution de rechange à la diversification poussée des exportations qui serait nécessaire? Ou bien, l'industrialisation fondée sur les ressources naturelles peut-elle être un moyen de satisfaire les besoins en matière d'emploi associés aux changements structurels requis?

35. Le Pacte mondial porte sur plusieurs de ces questions. En particulier, il prévoit six catégories d'action pour échapper à la pauvreté qui concernent, outre le développement humain, l'aide aux petits agriculteurs, l'investissement d'infrastructure, les droits de l'homme et la justice sociale, deux thèmes ayant directement trait au présent examen, à savoir, les ressources écologiques et les politiques de développement industriel, cette dernière catégorie étant définie comme suit:

“Élaborer des politiques de développement industriel qui renforcent les activités du secteur privé non traditionnel, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises. Ces politiques peuvent englober la création de zones franches d'exportation, des incitations fiscales et d'autres initiatives destinées à encourager l'investissement et les dépenses publiques en recherche-développement.”

Pacte du Millénaire pour le développement, Projet du Millénaire

36. Complétés par des idées comme celles qui ont été examinées ci-dessus, les points de repère proposés dans le Pacte mondial devraient aider à combler les lacunes dans la définition des stratégies nécessaires pour atteindre durablement les objectifs du Millénaire en matière de développement.

37. Peut-on d'atteindre les objectifs du Millénaire? La réponse à cette question est affirmative, pourvu que la quantité et la qualité des ressources et des interventions soient proportionnelles aux objectifs et, aspect tout aussi important, que les conditions sur le plan national soient telles que l'amélioration du niveau de vie et les progrès vers la réalisation des objectifs soient durables.

38. D'une manière générale, alors que les travaux menés récemment par la Banque mondiale et les études indépendantes réalisées par la Commission Zedillo dans le cadre de la préparation de la Conférence de Monterrey montrent que plus de 50 milliards de dollars supplémentaires par année sont nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire, des prévisions plus précises doivent être élaborées qui tiennent compte de l'interdépendance entre les objectifs du Millénaire et les

incidences en termes de changements structurels nécessaires pour assurer la pérennité de leurs effets. Une autre étude devrait également être entreprise afin de formuler une stratégie financière qui permette d'atteindre ces objectifs dans un pays particulier, comme on le fait de plus en plus souvent dans certains des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, mais avec des échéances beaucoup plus brèves.

L'ONUDI, l'industrialisation et les objectifs du Millénaire en matière de développement

39. Étant donné l'ampleur des changements structurels qu'exige l'objectif du Millénaire relatif à la pauvreté, le développement industriel a pour rôle essentiel de créer des emplois durables et de relever le niveau du revenu afin de sortir la population de la pauvreté. Cela suppose également que l'industrie contribue directement et indirectement à la poursuite d'autres objectifs du Millénaire en matière de développement et que des mesures de nature autre qu'économique soient prises pour promouvoir le bien-être en général.

40. Alors que la plupart des études mettent l'accent sur le caractère multidimensionnel de la pauvreté et l'importance de la santé, de l'éducation et de l'égalité des sexes, peu d'indicateurs traitent de la corrélation qui existe entre la réduction de la pauvreté et les autres objectifs du Millénaire en matière de développement. Il est largement admis que, dans la mesure où l'amélioration de l'éducation et des services de santé destinés aux pauvres augmente leur chance d'échapper à la pauvreté, le relèvement du niveau de leurs revenus devrait permettre aux pauvres d'avoir plus souvent accès à ces services et d'investir davantage dans le capital humain, dans l'intérêt des générations futures.

41. Par exemple, plus les inégalités entre hommes et femmes sont grandes, plus la pauvreté augmente et plus le niveau de vie baisse, puisque les femmes consacrent plus de ressources à l'alimentation, aux soins de santé et à l'éducation de leurs enfants que les hommes, et que l'alphabétisation des femmes est l'une des causes majeures des effets de la croissance sur la pauvreté monétaire. En outre, l'inégalité en ce qui concerne l'accès des femmes à l'éducation, aux technologies et aux possibilités d'emploi réduit la croissance économique par le fait que la ressource que constitue la population active féminine n'est pas suffisamment exploitée. Améliorer les possibilités d'emploi des femmes dans les agro-industries clés et les activités manufacturières employant une main-d'œuvre peu spécialisée comme l'industrie du textile et les articles d'habillement, ainsi que dans des microentreprises et des entreprises à domicile et des coopératives permet d'autonomiser les femmes, ce qui à son tour, comme on l'a constaté, réduit la malnutrition infantile et la mortalité des enfants de moins de 5 ans.

42. De même, les effets désastreux du VIH, de la tuberculose et du paludisme sur la productivité du travail et l'accumulation de capital humain posent d'énormes problèmes, en particulier en Afrique, pour ce qui est à la fois de la croissance future et de la lutte contre la pauvreté. Les mesures prises pour réduire au minimum l'effet de ces fléaux n'ont eu qu'un faible impact, sauf dans quelques cas, du fait, au moins en partie, du manque de ressources et d'infrastructures. À cet égard, les activités de coopération technique peuvent avoir un rôle important en renforçant les capacités locales de production pharmaceutique et en améliorant l'accès aux traitements et aux établissements sanitaires.

43. Enfin, la pauvreté et l'état de l'environnement sont profondément liés. Dans la plupart des PMA, les pauvres dépendent exclusivement de l'exploitation des ressources naturelles; aussi la viabilité de leurs moyens de subsistance est-elle intrinsèquement tributaire de la qualité de l'environnement. La dépendance excessive par rapport aux ressources naturelles et une économie à niveau unique exposent les groupes déjà marginalisés à l'instabilité faute de mesures adéquates qui les mettent à l'abri des risques. Plutôt que causer la destruction de l'environnement, l'industrie peut proposer des solutions si les mesures nécessaires sont prises pour garantir que le développement industriel des PMA, tout en contribuant effectivement à la lutte contre la pauvreté, soit également efficace du point de vue écologique. À ce propos, l'ONUDI s'efforce d'améliorer la performance environnementale des industries nationales en encourageant la diffusion de technologies propres, l'amélioration de l'approvisionnement et du rendement énergétiques, en particulier dans les zones rurales, ainsi qu'à travers l'application des Protocoles de Montréal et de Kyoto.

Récapitulation des questions clés que le Forum sera appelé à examiner

44. Les objectifs du Millénaire en matière de développement sont devenus, pour la communauté internationale, l'élément universel d'appréciation du succès de la lutte contre la pauvreté. Cependant, pour que la réduction de la pauvreté soit durable, il faut s'employer parallèlement à faire progresser les processus endogènes de changements structurels nécessaires pour créer des emplois viables et améliorer le niveau de vie. Par conséquent, il existe une interdépendance entre les objectifs du Millénaire en matière de développement et l'industrialisation: les premiers sont nécessaires pour lever les obstacles structurels à la croissance, la seconde est indispensable pour assurer la croissance à long terme.

45. Au cours des échanges de vues se déroulant dans le cadre du Forum sur le développement industriel, on s'efforcera d'apporter des réponses aux questions clés suivantes:

a) Quelles sont les raisons profondes pour lesquels les PMA prennent de plus en plus de retard, à quelques exceptions près, et éprouvent de grandes difficultés à tirer parti des politiques appliquées avec succès dans d'autres pays?

b) Comment les objectifs du Millénaire en matière de développement peuvent-ils aider les PMA à se préparer aux changements structurels et à l'industrialisation?

c) Quel est le meilleur moyen d'intégrer les facteurs changements structurels et industrialisation dans les processus relevant des objectifs du Millénaire et des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté de façon à soutenir le développement humain

et l'évolution sociale dans la durée en renforçant la capacité de concurrence du secteur privé et en favorisant la croissance de la productivité à l'échelle de l'économie tout entière?

46. Lors de l'examen de ces questions une attention prioritaire sera accordée au rôle clef que le système multilatéral de coopération technique devra jouer en créant des capacités nationales et en encourageant la diffusion internationale de savoir-faire. Il s'agit là de conditions indispensables pour mettre les PMA en mesure d'augmenter leur productivité dans l'intérêt du progrès social en exploitant les avantages comparatifs créés par l'homme, en diversifiant les exportations et en participant plus activement au commerce mondial et à l'investissement.